



Réorganisation de l'Etat : une seule académie en région Paca pourquoi faire ?

Réorganiser l'Etat est un chantier de taille, mais les délais imposés - décisions annoncées mi juillet suite à une communication en conseil des ministres le 22 avril - sont la preuve que les avis et les demandes des professionnels que nous sommes et ceux des usagers ne seront pas le ciment de cette énième réforme touchant les services publics. Le gouvernement continue d'ignorer de façon magistrale les besoins des usagers dans les différents territoires et refuse de poser les questions stratégiques et opérationnelles. C'est en réalité la boussole des réductions des dépenses publiques qui guide l'enchaînement des différentes réformes dont la réorganisation de l'Etat n'est que la suite logique.

La nouvelle carte administrative des régions adoptée l'an dernier sans avoir vraiment posé les différentes missions à prendre en charge et réfléchi à quels seraient les acteurs les mieux à même de les prendre en charge n'a au final guère de sens. Mais elle oblige l'Etat à se questionner sur sa propre organisation. Alors que des ministères refusent de calquer leur organisation sur le découpage administratif des régions, le ministère de l'éducation nationale a fait volte-face et souhaite maintenant réduire le nombre d'académies.

Les deux recteurs ont présenté aux organisations syndicales deux scénarii :

- Un rapprochement renforcé des deux académies permettant plus de cohérence sur certains dossiers à compétences partagées avec le niveau régional.
- La fusion des deux académies regroupant 6 départements sans plan social et conservant le site de Nice et sans incidence pour les affectations des personnels...

La FSU est convaincue que sur les dossiers à compétences partagées (l'orientation, le décrochage, la carte des formations, les constructions de lycée) il est nécessaire et indispensable d'avoir une parole forte et cohérente de l'Education face au conseil régional. Il faut également poursuivre des réunions régulières des deux CAEN sur toutes ces compétences.

Parce qu'à ce jour la démonstration d'une amélioration des conditions de travail des personnels et du service rendu aux usagers du service public de l'éducation nationale n'a pas été faite, la FSU n'est pas favorable à la fusion des deux académies.

La crainte est forte que cette mesure ait en réalité pour seul objectif à court terme de supprimer des emplois et de mutualiser des services, comme les chancelleries, les services informatiques, les CROUS, pour mettre en oeuvre la politique d'austérité appliquée par les gouvernements successifs ces dernières années. Cela entraînerait inévitablement des disparitions de missions et donc des mobilités forcées, géographiques et fonctionnelles.

Ce serait aussi à moyen terme la mise en oeuvre d'une éducation régionalisée, vieille lune de certaines forces. La FSU renouvelle son attachement à une organisation de l'éducation nationale qui garantisse l'unité, la continuité et l'équité du service public. C'est en impliquant les personnels sur ces choix décisionnels que l'évolution des services pourra se faire dans le sens de l'intérêt général.

La FSU et ses syndicats resteront très attentifs aux annonces estivales du gouvernement et agiront pour le maintien d'un service public de l'éducation nationale qui doit réduire les inégalités sociales et territoriales.